



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Unité Départementale de la Côte d'Or**

**Nos réf :** SeS/MS/2025-358

**Vos réf :** PC 021 355 25 00013

**Affaire suivie par :** Séverine SOWINSKI

severine.sowinski@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03 39 59 65 95

Dijon, le 6 août 2025

Le Directeur régional,

à

Dijon Métropole  
Direction Urbanisme et Environnement  
Service Droit des Sols  
40 avenue du Drapeau  
21075 Dijon  
À l'attention de M. DREWS

**OBJET** : Avis sur permis de construire – ODIVEA Chemin de la Mongeotte - Les godrans - LONGVIC

**Ref.** : PC 021 355 25 00013

**Situation du projet objet de la demande**

Vous m'avez transmis pour avis, le 30 juillet 2025, une demande de permis de construire déposée par la société ODIVEA, représentée par M. NIALON Julien.

La demande concerne la construction d'une centrale photovoltaïque au sol, située Chemin de la Mongeotte – Les godrans à LONGVIC 21600 (parcelle cadastrale n° 74 de la section AI).

**Avis**

Au vu des éléments fournis, cette demande de permis de construire n'appelle pas d'observation de ma part, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dont j'ai la charge.

Pour le Directeur régional et par délégation  
L'adjoint au chef de l'Unité Départementale de la Côte-d'Or

Nicolas Signature  
BONAFY numérique de  
nicolas Nicolas BONAFY  
bonafy nicolas bonafy  
Date  
2025 08 22  
11:13:29 +02:00

Nicolas BONAFY



Direction Urbanisme et Environnement  
Service Droit des Sols  
40 avenue du Drapeau

CS 17 510 – 21075 DIJON Cedex

Objet : Avis sollicité sur un dossier  
Permis de construire  
<PRECISION\_TRAVAUX>

Affaire suivie par M. DREWS

@ : ddrews@metropole-dijon.fr

☎ :

P.J. en communication : 1 exemplaire du dossier

(à rappeler dans toute correspondance)

DOSSIER N° :	PC 021 355 25 00013
Déposé le :	15/07/2025
Complété le :	
Demandeur :	ODIVEA
Adresse du terrain :	Chemin de la Mongeotte

**Madame la Directrice Régionale des Affaires  
Culturelles**

Service Régional de l'Archéologie  
39 rue Vannerie  
21000 DIJON

Madame la Directrice Régionale,

Le dossier cité en objet vous est transmis pour évaluer leur impact sur d'éventuels vestiges archéologiques et déterminer les mesures d'archéologie préventive nécessaires à mettre en œuvre.

Si après examen de ce dossier, et en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ce dossier ne donne pas lieu à des prescriptions d'archéologie préventive, nous vous remercions de bien vouloir nous retourner ce document en y apposant votre avis ci-dessous.

DRAC Bourgogne-Franche-Comté  
Service régional de l'archéologie

SANS PRESCRIPTIONS AU TITRE  
DE L'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Le conservateur régional de l'archéologie

Marc TALON



22 D Boulevard Winston Churchill  
CS 16209 - 21 062 DIJON Cedex

**SDIS de la Côte-d'Or**

**Groupement Conseil aux  
Autorités**

Votre interlocuteur : Adjudant-Chef Jean-Marc MANSOTTE  
Téléphone fixe : 03 80 112 650  
Courriel : gca@sdis21.org

Dijon, le 13 novembre 2025

Signé électroniquement par : Larry OUVARD  
Date de signature : 26/11/2025  
Qualité : Directeur départemental des Services d'incendie et de secours - Chef de corps départemental

## **Demande de permis de construire**

Dénomination	CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE - SEM ODIVEA
--------------	--------------------------------------

Adresse	CHEMIN DE LA MONGEOTTE 21600 LONGVIC		
Nature du projet	Nouvelle consultation		
Service Instructeur	Direction Urbanisme et Environnement de Dijon Métropole		
Pétitionnaire	SEM ODIVEA		
Référence	PC 021 355 25 00013		
Type	BUP	Famille	Code du Travail

### Réglementations appliquées :

- Code de l'Urbanisme ;
- Code du Travail :
  - > Décret n°92-332 du 31 mars 1992 définissant les règles de sécurité ;
  - > Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 définissant la sécurité des lieux de travail ;
- Arrêté Préfectoral N° 1524 du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en Côte d'Or.

### Documents consultés :

- Cerfa 13409 ;
- Jeu de plans ;
- Pièce complémentaire ;
- Notice descriptive.





### **Présentation du dossier :**

Le projet consiste en la construction d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Longvic.

Un 1<sup>er</sup> avis technique du SDIS a été rendu en date du 25 août 2025.

Il faisait état de non conformités relatives à la desserte (Absence de piste périphérique intérieure lourde sur l'ensemble du site) et à la défense extérieure contre l'incendie (Implantation et conditions d'accès au poteau incendie N° 1563).

Les modifications transmises par le pétitionnaire justifient la mise à jour de cet avis.

L'étude du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) porte sur l'implantation, l'accessibilité aux engins de secours et la défense extérieure contre l'incendie du site :

### **Implantation :**

Le terrain du projet se situe chemin de la Mongeotte lieu dit "Les Godrans" à Longvic, parcelle cadastrée AL 74 d'une surface de 33 453 m<sup>2</sup>.

La centrale aura une surface totale de 34 355 m<sup>2</sup> et sera implantée sur 2 communes.

D'une puissance de 317,25 kWc, l'installation comprendra :

- 202 tables métalliques d'une surface projetée au sol de 12 734 m<sup>2</sup> :

> Composées de 4848 modules Jinko Solar ;

> Largeur inter-rangées minimale de 3,48 m ;

> Largeur d'une rangée de panneaux de 7 m ;

> Hauteur minimale de panneau d'1 m ;

> Hauteur maximale de panneau de 3,58 m ;

> Inclinaison de table de 20°.

- 1 poste de transformation de 28 m<sup>2</sup>.

L'environnement proche se compose d'une station d'épuration, d'une exploitation agricole et de terres agricoles.

Avis du SDIS concernant l'implantation : Conforme

### **Desserte :**

Le site sera accessible par :

- le chemin rural de la Mongeotte depuis la RD 22 ;

- la station d'épuration.

Le poste de transformation sera desservi par une piste intérieure lourde en « T » d'une largeur de 5 m.

Le reste des installations sera desservi par une piste intérieure périphérique lourde d'une largeur de 4 m.

Tout point de l'installation sera situé à moins de 100 m d'une voie engins.

La clôture existante sera conservée et complétée par une nouvelle clôture.

Le site sera fermé par 2 portails d'une largeur de 7 m.

Avis du SDIS concernant la desserte : Conforme

### **Défense extérieure contre l'incendie (DECI) :**

Le projet est classé en niveau de risque particulier (RP).

Le projet prévoit l'implantation d'une réserve incendie de 30 m<sup>3</sup> au Nord du site à proximité de la voie en « T » et proche de l'entrée.

Il n'est pas précisé la présence d'une aire d'aspiration.

Tout point de l'installation sera situé à moins de 400 m de la réserve incendie.

La distance entre les tables les plus proches et la réserve incendie n'est pas précisée.

Avis du SDIS concernant la DECI : Conforme sous réserve d'implanter la réserve incendie et l'aire d'aspiration à une distance supérieure à 10 m des tables

**Le SDIS propose les recommandations suivantes :**

- Installer une réserve incendie d'une capacité unitaire de 30 m<sup>3</sup> minimum, équipée d'une prise d'aspiration avec raccord sapeur-pompier de  $\varnothing$  100 mm et munie d'une aire d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m) **située à une distance supérieure à 10 m** (réserve et aire d'aspiration) et inférieure à 400 m de tout point de l'installation par une voie utilisable aux engins de secours ;
  - Informer le service Prévision (gca@sdis21.org) de la mise en place de la réserve incendie et fournir le ou les certificats de conformité émanant de l'installateur. L'exploitant contactera le service Prévision pour l'essai d'aspiration qui sera réalisé par un véhicule d'intervention ;
  - Respecter les réglementations applicables aux voiries notamment en ce qui concerne les voies engins et échelles le cas échéant, ainsi que leurs rayons de giration ;
  - Concevoir l'accès au site de manière à permettre son ouverture immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers :  
Dans le cas du déverrouillage des portails classiques ou coulissants à partir des polycoises utilisées par les sapeurs pompiers de Côte d'Or, les dispositifs d'ouverture devront être compatibles avec :
    - > un triangle mâle équilatéral de 12 mm de côté ;**ou**
    - > un carré femelle de 6 mm de côté ;Dans tous les cas, l'entrée du carré femelle ou l'accès au triangle mâle seront à moins de 10 mm en retrait de la face extérieure du dispositif d'ouverture ;
  - Maintenir libre la piste périphérique intérieure lourde sur l'ensemble du site ;
  - Installer les panneaux photovoltaïques conformément aux dispositions réglementaires et aux textes en vigueur ;
  - Afficher un plan d'intervention à destination des sapeurs pompiers, situé à l'entrée du site et sur lequel devront figurer les éléments suivants :
    - > emprise du site et accès depuis la voie publique ;
    - > emplacement des pistes de circulation pour les engins de secours, aires de retournement et réserves incendie ;
    - > emplacement des panneaux photovoltaïques, postes de livraison, postes de transformation ;
    - > emplacement des organes de coupure électrique d'urgence ;
    - > coordonnées de contact d'un technicien ou d'un responsable de l'exploitation ;
  - S'assurer du respect des dispositions réglementaires et des textes en vigueur par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.
-

Numéro du document d'urbanisme Nom du pétitionnaire Adresse du Projet Commune	<b>PC 021 355 25 00013</b> ODIVEA Chemin de la Mongeotte LONGVIC
Instructeur Droit des Sols : M. DREWS	
AVIS du service S 3E : EP - eaux pluviales - AEP (alimentation eau potable) & EU (assainissement eaux usées)	

Le 28/08/2025

Vous m'avez communiqué le document d'urbanisme ci-dessus référencé pour avis.  
Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, j'ai l'honneur de vous  
communiquer les informations relatives à la demande de ce **permis de construire**.

**PRESCRIPTION**  
**R.A.S.**

BLANC Christophe / Dijon Métropole - Service Eaux et Réseaux





ODIVEA  
PC 021 355 25 00013

80 (R 80) (R 80) (R

## RÈGLEMENTATION DE L'ESPACE PUBLIC

### Avis FAVORABLE

#### Réserves

Afin de permettre un raccordement altimétrique dans le respect des normes applicables sur la voirie et les trottoirs, les cotes de niveau à l'alignement seront déterminées de la façon suivante (à partir de la cote de fil d'eau, au bord de la chaussée) :

- au droit des entrées charretières : niveau du fil d'eau de la chaussée + 5 cm, puis 2 cm supplémentaires par mètre de largeur de trottoir.
- en dehors des entrées charretières : niveau du fil d'eau de la chaussée + 15 cm, puis 2 cm supplémentaires par mètre de largeur de trottoir.

Il est rappelé que la pente transversale du trottoir est de 2 cm par mètre et que la pente longitudinale du fond de trottoir est parallèle à celle de la chaussée. Ainsi, le seuil des entrées charretières à l'alignement devra suivre cette même pente longitudinale, faute de quoi le pétitionnaire devra accepter la présence d'écarts de niveaux entre le fond de trottoir et le seuil.

Pour des raisons de sécurité, la pente de la rampe d'accès intérieure à la parcelle ne devra pas excéder 5 % sur une distance de 4 m en retrait de l'alignement.

La largeur maximale de l'entrée charretière sera de 8 m.

Conformément au règlement de voirie de Dijon métropole, l'entrée charretière doit être aménagée et revêtue aux frais du pétitionnaire.

A cette fin, ce dernier devra adresser une demande pour la modification du trottoir et/ou l'aménagement de l'entrée charretière à la Direction Espace Public et Cadre de Vie de Dijon métropole - **Direction Exploitation** - CS 17510 - 21075 DIJON Cedex (contact mail : [proximite technique@metropole-dijon.fr](mailto:proximite technique@metropole-dijon.fr)).

Les travaux correspondants seront réalisés par Dijon métropole et feront l'objet d'une facturation au pétitionnaire.

Afin de respecter l'obligation de prise en compte des eaux pluviales à la parcelle, un dispositif de récupération des eaux de ruissellement devra impérativement être mis en place en limite du domaine public, sur le domaine privé et raccordé à un ouvrage permettant d'infiltrer ces eaux de ruissellement sur la parcelle.

... / ...

Les clôtures devront respecter une hauteur maximale de 1,60 m.

Les piliers et portails sont limités à 2 m de haut.

Les portails et portillons ne s'ouvriront pas en saillie sur le domaine public.

Fait à DIJON, le 12 novembre 2025

La Directrice  
Réglementation de l'Espace Public

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Ae' or similar, written over the printed name.

Aurélie COIRAL



Agence Raccordement Electricité

Téléphone : 0970831970  
Télécopie :

Courriel : brgne-cuau@enedis.fr  
Interlocuteur : BERARDAN benjamin

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

A l'attention de SERVICE DROIT DES SOLS  
DIJON METROPOLE DIRECTION URBANISME ET  
ENVIRONNEMENT  
40 AVENUE DU DRAPEAU

BP BP17510  
21075 DIJON CEDEX

CHALON-SUR-SAONE, le 01/08/2025

Madame, Monsieur,

Par votre demande d'information pour l'instruction de l'autorisation d'urbanisme d'une installation de production, vous nous avez sollicités afin de connaître les coûts d'extension de réseau électrique qui seraient à la charge de la CCU (ou de l'EPCI) concernant le projet référencé ci-dessous :

Autorisation d'Urbanisme : PC0213552500013  
Adresse : CHEMIN DE LA MONGEOTTE  
Les GODRANS  
21600 LONGVIC  
Référence cadastrale : Section AI , Parcelle n° 74  
Nom du demandeur : NIALON JULIEN

Nous vous informons que selon les dispositions de l'article L342-11 du code de l'énergie, la contribution au coût du branchement et de l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension<sup>1</sup> nécessaires à la réalisation d'un projet de production d'énergie est à la charge du Demandeur.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations

**Benjamin BERARDAN**

Votre conseiller

<sup>1</sup> Au sens de l'article D342-2 du code de l'énergie relatif à la consistance des ouvrages d'extension du réseau public d'électricité



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



direction  
générale  
de l'Aviation  
civile

**Service national d'Ingénierie aéroportuaire**

« Construire ensemble, durablement »

Lyon, le 24/09/2025

SNIA Centre et Est

Nos réf. : B.57008

Vos réf. : Courriel reçu le 28/08/25

Affaire suivie par : Hajar Ennomany

[snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr)

Tél. : 07 87 02 84 46

DIJON METROPOLE

**Objet** : PC 021 355 25 00013

**Commune** : LONGVIC

**Pétitionnaire** : ODIVEA

Je vous informe que le projet, tel que présenté dans le dossier de permis de construire cité en objet, est compatible avec les servitudes aéronautiques de dégagement (PSA) de l'aérodrome de DIJON-LONGVIC.

J'émet donc un **avis favorable** à ce projet pour ce qui concerne les services de l'Aviation Civile.

Aussi, ce projet est compatible à la nouvelle notice d'information technique du 10/10/2024 portant sur les dispositions relatives aux avis de la DGAC sur les projets d'installations de panneaux photovoltaïques à proximité des aérodromes. (réf. : <https://meteor.dsac.aviation-civile.gouv.fr/meteor-externe/#communication/27660> ).

Sylvette  
BALAY  
sylvette.b  
alay.dgac

Signature  
numérique de  
Sylvette BALAY  
sylvette.balay.dgac  
Date : 2025.09.24  
15:17:10 +02'00'